

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE

B — N° 63

28 août 2006

S o m m a i r e

Arrêté grand-ducal du 31 juillet 2006 autorisant l'adhésion de la commune de Differdange au syndicat intercommunal de l'Ouest pour la conservation de la nature (SICONA-Ouest)	page 890
Arrêté grand-ducal du 31 juillet 2006 portant modification des statuts du syndicat intercommunal dénommé Centre de Natation Intercommunal (C.N.I.) «Les Thermes» Strassen-Bertrange	890
Arrêté ministériel du 21 août 2006 modifiant l'arrêté ministériel du 21 janvier 2005 instituant la commission appelée à donner des avis au Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle en matière de reconnaissance des diplômes de certaines professions de santé obtenus à l'étranger	891
Armée – Nominations	891
Centre Commun de la Sécurité Sociale – Nominations	892
Centre Informatique de l'Etat – Examens	892
Conseil d'Etat – Nomination	892
Corps diplomatique – Nominations	892
Cour Constitutionnelle du Grand-Duché de Luxembourg – Appel de candidatures	892
Entreprises d'assurances – «FORTIS Luxembourg Vie S.A.» – Agrément du directeur	892
Entreprises d'assurances – «FORTIS Luxembourg IARD S.A.» – Agrément du directeur	892
Entreprises d'assurances – «NORDEA LIFE & PENSIONS S.A.» – Extension d'agrément	892
Entreprises d'assurances – Transfert de portefeuille non-vie partiel de l'entreprise d'assurances «Allianz Versicherungs-Aktiengesellschaft» vers l'entreprise d'assurances «Allianz Marine & Aviation Versicherungs-Aktiengesellschaft»	893
Entreprises d'assurances – Transfert de portefeuille vie de l'entreprise d'assurances «CITY OF WESTMINSTER ASSURANCE COMPANY Limited» vers l'entreprise «COUNTRYWIDE ASSURED Plc»	893
Entreprises d'assurances – Transfert de portefeuille vie de l'entreprise d'assurance «THE STANDARD LIFE ASSURANCE COMPANY» vers l'entreprise d'assurance «SLLC LIMITED»	893
Entreprises de réassurances – Changement de l'actionariat de l'entreprise de réassurances «ATOUT S.A.»	893
Entreprises de réassurances – Changement de l'actionariat de l'entreprise de réassurances «CP-BK REINSURANCE S.A.»	893
Entreprises de réassurances – Fusion-absorption entre les entreprises de réassurances «ICM RE» et «ATOUT S.A.»	893
Entreprises de réassurances – Renonciation à l'agrément	893
Entreprises de réassurances – «CORESA S.A.» – Renonciation à l'agrément pour faire des opérations de réassurances	
Entreprises de réassurances – Sortie de portefeuille de l'entreprise «CORESA S.A.» vers l'entreprise «PARTNER RE S.A.»	894
Entreprises de réassurances – Sortie de portefeuille de l'entreprise de réassurances «LETZRE S.A.»	894
Entreprises de réassurances – Transfert de portefeuille de contrats de réassurances de l'entreprise «ATOUT S.A.» vers l'entreprise «SUISSE RE»	894
Entreprises de réassurances – Transfert de portefeuille de l'entreprise de réassurances «TIRSA S.A.» vers l'entreprise «TIRSA WORLD S.A.»	894
Entreprises de réassurances – Transfert de portefeuille de l'entreprise «ULSTEIN RE S.A.» vers l'entreprise «VESTA FORSIKRING AS»	894
Gestionnaire de fonds de pension soumis au contrôle prudentiel du Commissariat aux Assurances – Renonciation à l'agrément comme gestionnaire de fonds de pension	894
Huissiers de justice – Nomination – Vacance de poste	894
Ministère de la Famille et de l'Intégration – Maisons d'Enfants de l'Etat – Examen	894
Ministère de la Famille et de l'Intégration – Services pour personnes âgées – Agréments	894
Ministère de la Famille et de l'Intégration – Services pour personnes handicapées – Agréments	895
Remembrement des Biens Ruraux – LANGSUR	895
Service National de la Jeunesse – Examens	896
Taux des intérêts de retard sur des créances en retard résultant de transactions commerciales – 2 nd semestre 2006	896

Arrêté grand-ducal du 31 juillet 2006 autorisant l'adhésion de la commune de Differdange au syndicat intercommunal de l'Ouest pour la conservation de la nature (SICONA-Ouest).

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes;

Vu la délibération du conseil communal de Differdange en date du 29 juillet 2005 aux termes de laquelle ledit corps sollicite l'adhésion de la commune qu'il représente au syndicat intercommunal de l'Ouest pour la conservation de la nature (SICONA-Ouest) dont la création a été autorisée par arrêté grand-ducal du 3 avril 1989;

Vu les délibérations des conseils communaux des communes de Bascharage en date du 28 avril 2006, de Bertrange en date du 12 mai 2006, de Clemency en date du 10 mai 2006, de Dudelange en date du 2 juin 2006, de Garnich en date du 29 mai 2006, de Kayl en date du 4 mai 2006, de Kehlen en date du 26 avril 2006, de Kopstal en date du 2 juin 2006, de Leudelange en date du 12 juin 2006, de Mamer en date du 24 avril 2006, de Mondercange en date du 28 avril 2006, de Pétange en date du 24 avril 2006, de Reckange-sur-Mess en date du 3 mai 2006, de Sanem en date du 26 avril 2006, de Schiffange en date du 5 mai 2006 et de Strassen en date du 21 juin 2006 desquelles il résulte qu'ils sont d'accord avec l'adhésion de la commune de Differdange au syndicat intercommunal en question;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Sont approuvées les délibérations précitées ayant pour objet l'adhésion de la commune de Differdange au syndicat intercommunal de l'Ouest pour la conservation de la nature (SICONA-Ouest).

Art.2. Notre Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Aménagement du Territoire,
Jean-Marie Halsdorf*

Cabasson, le 31 juillet 2006.
Henri

Arrêté grand-ducal du 31 juillet 2006 portant modification des statuts du syndicat intercommunal dénommé Centre de Natation Intercommunal (C.N.I.) «Les Thermes» Strassen-Bertrange.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes;

Vu les délibérations concordantes des conseils communaux des communes de Bertrange en date du 15 juillet 2005 et de Strassen en date du 22 juillet 2005;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. La modification du paragraphe 7.1. de l'article 7 des statuts du syndicat intercommunal dénommé «Centre de Natation Intercommunal Les Thermes Strassen-Bertrange», dont le texte est repris en annexe, est approuvée.

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Aménagement du Territoire,
Jean-Marie Halsdorf*

Cabasson, le 31 juillet 2006.
Henri

Annexe:

Syndicat Intercommunal C.N.I. «Les Thermes»

Texte modificatif des statuts

Les statuts du syndicat intercommunal dénommé Centre de Natation Intercommunal C.N.I. «Les Thermes» sont modifiés comme suit:

7.1. LA CONSTITUTION DU PATRIMOINE

La commune de Strassen déclare louer au syndicat, par bail emphytéotique pour la durée du syndicat déterminée à l'article 4 ci-avant, les fonds viabilisés d'une superficie approximative de 417 ares, situés à l'intérieur du secteur du PAG de la commune de Strassen dénommé «zone d'aménagement de bâtiments publics et de terrains à étude – terrains réservés aux installations sportives et de récréation», au lieu-dit «Hueflach» à Strassen, nécessaires à la réalisation du projet. La surface précitée a été déterminée sur base du plan annexé à la présente; elle sera arrêtée définitivement par plan de mesurage cadastral.

Les frais de viabilisation des terrains (équipements collectifs) sont à charge de la commune de Strassen.

Le prix du loyer annuel à charge du syndicat est fixé au montant de 247.000 € TTC (deux cent quarante-sept mille euros, taxe sur la valeur ajoutée comprise) pour les fonds tels que définis à l'alinéa 1 du présent article. Il est dû pour la première fois à la mise à disposition au syndicat du terrain en question (date de la signature du bail emphytéotique). À partir de la 5^e année du bail, le montant du loyer est ajusté par une majoration progressive annuelle de 1%.

Le bail expirera avec l'échéance de la durée du syndicat.

Les communes membres participent à la réalisation du projet faisant l'objet des présents statuts par un apport en capital plafonné à 10.100.000 € (dix millions cent mille euros) pour chaque commune. Le montant des subventions gouvernementales reviendra directement au syndicat. Les avances sont à liquider sur demande du comité du syndicat, au fur et à mesure de l'avancement des travaux de construction et des besoins de financement qui en résultent.

L'investissement total pour la réalisation du projet ne peut pas dépasser la somme de 25.200.000 € (vingt-cinq millions deux cent mille euros), valeur arrêtée au 01.01.2005, adaptable en fonction des fluctuations du nombre-indice annuel des prix de la construction constatés par le STATEC.

Sont à charge du syndicat, les frais de construction et d'équipement particuliers comprenant les frais d'aménagement des alentours, les coûts des constructions à ériger, les frais de raccordements particuliers des bâtiments aux réseaux publics, le coût des installations, des équipements et du mobilier, les honoraires de tout genre, la TVA sur les travaux, fournitures et prestations de service et, en général, toute dépense quelconque engagée dans l'intérêt de la création du centre de natation tel que défini à l'article 2.

La date de la mise en service des installations du centre de natation fera l'objet d'une délibération du comité.

Après la mise en service du centre toute demande de capitaux supplémentaires se fera dans les proportions des apports en capital.

En contrepartie des engagements pris pour la constitution du capital du syndicat, chaque commune, dans les proportions des apports en capital, a droit aux services offerts par le syndicat.

Arrêté ministériel du 21 août 2006 modifiant l'arrêté ministériel du 21 janvier 2005 instituant la commission appelée à donner des avis au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle en matière de reconnaissance des diplômes de certaines professions de santé obtenus à l'étranger.

*La Ministre de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle,*

Vu l'article 12 de la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le Ministère de l'Éducation Nationale et le Ministère de la Santé;

Vu le règlement grand-ducal du 15 mai 1995 relatif à la commission appelée à donner des avis en matière de reconnaissance des diplômes de certaines professions de santé obtenus à l'étranger;

Arrête:

Art. 1^{er}. Est nommé membre effectif de la commission appelée à donner des avis au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle au sujet de la reconnaissance des diplômes de certaines professions de santé obtenus à l'étranger Monsieur Raoul FRANCK, Attaché de gouvernement, actuellement membre suppléant.

Art. 2. Est nommé membre suppléant Monsieur Laurent JOMÉ, Conseiller de direction adjoint, actuellement membre effectif.

Art. 3. Est nommé membre suppléant Monsieur Narciso FUMANTI, Rédacteur principal, en remplacement de Madame Diane KUFFER, rédacteur.

Art. 4. Le présent arrêté modifie l'arrêté ministériel du 21 janvier 2005 ayant institué la commission appelée à donner des avis au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle en matière de reconnaissance des diplômes de certaines professions de santé obtenus à l'étranger.

Art. 5. Le présent arrêté qui sera publié au Mémorial sera transmis aux intéressés pour leur servir de titre.

Luxembourg, le 21 août 2006.

*La Ministre de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle,*
Mady Delvaux-Stehres

Armée. – Nominations. – Par arrêté grand-ducal du 30 juin 2006 les lieutenants en premier de l'armée Joël FALTZ, Georges CAMPILL et Guillaume HANSEN ont été nommés au grade de capitaine dans le cadre des officiers de carrière de l'armée, avec effet au 31 juillet 2006.

Par arrêté grand-ducal du 24 juillet 2006 le capitaine titulaire de l'armée Cyrille DUPONT a été nommé major, médecin de l'armée, avec effet au 31 juillet 2006.

Par arrêté grand-ducal du 31 juillet 2006 les capitaines de l'armée Fräncky SCHILTZ et Pascal PUTZ ont été nommés au grade de major dans le cadre des officiers de carrière de l'armée, avec effet au 26 août 2006.

Centre commun de la sécurité sociale. – Nominations. – Par arrêté grand-ducal du 24 juillet 2006, Monsieur Frans ROTINK, chargé d'études-informaticien auprès du Centre commun de la sécurité sociale, a été nommé à la fonction de chargé d'études-informaticien principal auprès de la même institution avec effet au 1^{er} septembre 2006.

Par arrêté grand-ducal du 24 juillet 2006, Monsieur Yves HEYNEN, chargé d'études-informaticien stagiaire auprès du Centre commun de la sécurité sociale, a été nommé à la fonction de chargé d'études-informaticien auprès de la même institution avec effet au 1^{er} août 2006.

Centre Informatique de l'État. – Examens. – Le Centre Informatique de l'État organisera au cours du mois d'octobre 2006 un examen pour opérateur, un examen pour programmeur d'application et un examen pour programmeur de système.

Conseil d'Etat. – Nomination. – Par arrêté grand-ducal du 1^{er} août 2006 Monsieur Georges WIVENES a été nommé membre du Conseil d'Etat.

Corps diplomatique. – Nominations. – Par arrêtés grand-ducaux du 24 juillet 2006 Madame Véronique DOCKENDORF, Monsieur Tim KESSELER, Monsieur Georges TERNES, Monsieur Michel LEESCH, Madame Yasuko MULLER, Monsieur Marc HUEBSCH, Monsieur Daniel DA CRUZ, Attachés de légation en service ordinaire, ont été nommés Secrétaires de légation en service ordinaire, à partir du 1^{er} septembre 2006.

Par arrêté grand-ducal du 24 juillet 2006 Madame Nadine FEYDER a été nommée Attaché de légation en service ordinaire, à partir du 1^{er} septembre 2006.

Cour Constitutionnelle du Grand-Duché de Luxembourg. – Appel de candidatures. – Une place de membre de la Cour Constitutionnelle devenant vacante le 1^{er} novembre 2006 et l'assemblée générale conjointe de la Cour Supérieure de Justice et de la Cour administrative devant présenter trois candidats à ce poste, les magistrats intéressés à la fonction visée sont invités à faire parvenir leurs candidatures au Président de la Cour Supérieure de Justice, 12, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg pour le **6 octobre 2006** au plus tard.

Entreprises d'assurances. – «FORTIS LUXEMBOURG Vie S.A.». – Agrément du directeur. – En application de l'article 103 de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances et par arrêté ministériel du 31 juillet 2006, Madame Chantal VAN DYCK a été agréée comme directeur de l'entreprise d'assurances «FORTIS LUXEMBOURG Vie S.A.» en remplacement de Monsieur Dirk BILLEMONT.

Entreprises d'assurances. – «FORTIS LUXEMBOURG IARD S.A.». – Agrément du directeur. – En application de l'article 103 de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances et par arrêté ministériel du 31 juillet 2006, Madame Chantal VAN DYCK a été agréée comme directeur de l'entreprise d'assurances «FORTIS LUXEMBOURG IARD S.A.» en remplacement de Monsieur Dirk BILLEMONT.

Entreprises d'assurances. – «NORDEA LIFE & PENSIONS S.A.» – Extension d'agrément. – Par arrêté ministériel du 31 juillet 2006, l'entreprise d'assurances «NORDEA LIFE & PENSIONS S.A.», avec siège social à L-2220 Luxembourg, 672, rue de Neudorf, est autorisée à étendre ses activités à la couverture des risques de la branche:

N° VI) Opérations de capitalisation.

Entreprises d'assurances. – Transfert de portefeuille non-vie partiel de l'entreprise d'assurances «Allianz Versicherungs-Aktiengesellschaft» vers l'entreprise d'assurances «Allianz Marine & Aviation Versicherungs-Aktiengesellschaft».

La «Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht (BAFIN)», autorité de contrôle allemande du secteur des assurances, a informé le Commissariat aux Assurances que l'entreprise «Allianz Versicherungs-Aktiengesellschaft» était autorisée à transférer une partie de son portefeuille d'assurances non-vie à l'entreprise d'assurances «Allianz Marine & Aviation Versicherungs-Aktiengesellschaft» avec effet au 1^{er} janvier 2006.

Le transfert devient opposable de plein droit aux preneurs d'assurance, assurés, bénéficiaires et autres créanciers dès cette publication.

Entreprises d'assurances. – Transfert de portefeuille vie de l'entreprise d'assurances CITY OF WESTMINSTER ASSURANCE COMPANY Limited vers l'entreprise COUNTRYWIDE ASSURED Plc.

La FSA, *Financial Services Authority*, autorité de contrôle du Royaume-Uni du secteur des assurances, a informé le Commissariat aux Assurances que l'entreprise d'assurances CITY OF WESTMINSTER ASSURANCE COMPANY Limited était autorisée à transférer son portefeuille vie à l'entreprise d'assurances COUNTRYWIDE ASSURED Plc avec effet au 30 juin 2006.

Le transfert devient opposable de plein droit aux preneurs d'assurance, assurés, bénéficiaires et autres créanciers dès cette publication.

Entreprises d'assurances. – Transfert de portefeuille vie de l'entreprise d'assurance «THE STANDARD LIFE ASSURANCE COMPANY» vers l'entreprise d'assurance «SLLC LIMITED».

La FSA, autorité de contrôle du Royaume-Uni du secteur des assurances, a informé le Commissariat aux Assurances que l'entreprise d'assurance «THE STANDARD LIFE ASSURANCE COMPANY» était autorisée à transférer son portefeuille d'assurance vie, incluant l'activité à long terme, vers l'entreprise d'assurance «SLLC LIMITED» avec effet au 10 juillet 2006.

Le transfert devient opposable de plein droit aux preneurs d'assurance, assurés, bénéficiaires et autres créanciers dès cette publication.

Entreprises de réassurances. – Changement de l'actionnariat de l'entreprise de réassurances «ATOUT S.A.». – Par arrêté ministériel du 1^{er} août 2006, le changement de l'actionnariat direct de l'entreprise de réassurances «ATOUT S.A.» avec siège social à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, qui se traduit par l'acquisition de 100% des parts de «ATOUT S.A.» par «ASSURANCES DU CREDIT MUTUEL IARD», est autorisée.

Entreprises de réassurances. – Changement de l'actionnariat de l'entreprise de réassurances «CP-BK REINSURANCE S.A.». – Par arrêté ministériel du 8 août 2006, le changement de l'actionnariat direct de l'entreprise de réassurances «CP-BK REINSURANCE S.A.» avec siège social à L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl, qui se traduit par l'acquisition de 99,96% des parts de «CP-BK REINSURANCE S.A.» par «NORD EUROPE ASSURANCES», est autorisé.

Entreprises de réassurances. – Fusion-absorption entre les entreprises de réassurances «ICM RE» et «ATOUT S.A.». – Par arrêté ministériel du 1^{er} août 2006, la fusion-absorption entre l'entreprise de réassurances «ICM RE», société absorbante avec siège social à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg et l'entreprise de réassurances «ATOUT S.A.», société absorbée avec siège social à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, est autorisée.

Entreprises de réassurances. – Renonciation à l'agrément. – L'agrément comme dirigeant d'entreprise de réassurances délivré à Monsieur Roland FRERE est retiré, à sa demande, avec effet au 31 décembre 2005.

Entreprises de réassurances. – CORESA S.A. – Renonciation à l'agrément pour faire des opérations de réassurances. – Par arrêté ministériel du 9 août 2006, l'agrément pour faire des opérations de réassurances délivré à la société «CORESA S.A.», avec siège social à L-2633 Senningerberg, 6B, route de Trèves a été retiré.

Entreprises de réassurances. – Sortie de portefeuille de l'entreprise «CORESA S.A.» vers l'entreprise «PARTNER RE S.A.». – Par arrêté ministériel du 9 août 2006, la sortie de portefeuille sinistre du traité de rétrocession «Toutes Branches en Excédent de Sinistre par Risque et par Evènement résilié au 31/12/2005» de l'entreprise de réassurances «CORESA S.A.», vers l'entreprise «PARTNER RE S.A.» est autorisée.

Entreprises de réassurances. – Sortie de portefeuille de l'entreprise de réassurances «LETZRE S.A.». – Par arrêté ministériel du 8 août 2006, la sortie de portefeuille de l'entreprise de réassurances «LETZRE S.A.» sur le traité de rétrocession de Hannover Re sur les risques «Complémentaires Décès, Invalidité et Décathlon» a été autorisée.

Entreprises de réassurances. – Transfert de portefeuille de contrats de réassurances de l'entreprise «ATOUT S.A.» vers l'entreprise «SUISSE RE». – Par arrêté ministériel du 24 juillet 2006, l'entreprise de réassurances «ATOUT S.A.», dont le siège est établi à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg est autorisée à transférer le portefeuille «Complémentaires Décès Invalidité» cédé par «BÂLOISE VIE LUXEMBOURG S.A.» vers l'entreprise de réassurances «SUISSE RE», dont le siège est établi à CH-8022 Zurich, 50/60 Mythenquai.

Entreprises de réassurances. – Transfert de portefeuille de l'entreprise de réassurances «TIRSA S.A.» vers l'entreprise «TIRSA WORLD S.A.». – Par arrêté ministériel du 8 août 2006, le transfert de portefeuille de l'entreprise de réassurances «TIRSA S.A.» vers l'entreprise «TIRSA WORLD LTD» a été autorisé.

Entreprises de réassurances. – Transfert de portefeuille de l'entreprise «ULSTEIN RE S.A.» vers l'entreprise «VESTA FORSIKRING AS». – Par arrêté ministériel du 3 août 2006, le transfert de portefeuille des traités «ALL WCA (Yrkesskade/Yrkessykdom) policies issued by Vesta and reinsured by Ulstein during the years 1997 up to and including 2000» de l'entreprise de réassurances «ULSTEIN RE S.A.» vers l'entreprise «VESTA FORSIKRING AS» a été autorisé.

Gestionnaire de fonds de pension soumis au contrôle prudentiel du Commissariat aux Assurances. – Renonciation à l'agrément comme gestionnaire de fonds de pension. – En application de l'article 26, paragraphe 3, de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances et par arrêté ministériel du 2 août 2006, Monsieur Roland FRERE a été autorisé à renoncer à son agrément comme gestionnaire de fonds de pension.

Huissiers de justice. – Nomination. – Vacance de poste. – Par arrêté grand-ducal du 31 juillet 2006, Monsieur Carlos CALVO, huissier de justice à Esch-sur-Alzette, a été nommé huissier de justice à Luxembourg.

Pour le poste d'huissier de justice vacant à Esch-sur-Alzette, les demandes sont à faire parvenir au Ministère de la Justice dans le délai de trois semaines à partir de la présente publication. Les demandes doivent être accompagnées d'une notice biographique indiquant notamment les dates d'examen et les postes déjà occupés.

Ministère de la Famille et de l'Intégration. – Maisons d'Enfants de l'Etat. – Examen. – Il est porté à la connaissance des intéressés que les Maisons d'Enfants de l'Etat organiseront au mois de novembre 2006 un examen de promotion dans la carrière de l'éducateur.

Ministère de la Famille et de l'Intégration. – Services pour personnes âgées. – Agréments. – Par arrêté ministériel du 10 juillet 2006, un agrément limité dans le temps est accordé pour une durée de 2 ans à l'organisme gestionnaire Etablissement public «Centres, Foyers et Services pour personnes âgées», ayant son siège à 1, plateau du Rham, L-2427 Luxembourg, pour l'exercice de son activité de «centre intégré pour personnes âgées» pour les bâtiments Vauban, Kannoneier et Roude Léiw à l'adresse: 1, plateau du Rham, L-2427 Luxembourg.

L'agrément définitif accordé à la date du 5 août 2004 pour le bâtiment «Feierwoon» est maintenu.

L'agrément est enregistré sous le numéro PA 98/01/021.

Par arrêté ministériel du 1^{er} juin 2006, un agrément définitif est accordé à l'organisme gestionnaire «Sodhexo Luxembourg S.A.», ayant son siège à 11, rue des 3 Cantons, L-8399 Windhof, pour l'exercice de son activité de «centre régional d'animation et de guidance» à l'adresse: 30A, rue H. Dunant, L-8024 Strassen.

Cet arrêté ministériel remplace l'arrêté ministériel du 8 juin 2005, accordant un agrément limité dans le temps pour une durée d'un an à l'organisme gestionnaire «Sodhexo Luxembourg S.A.», ayant son siège à 11, rue des 3 Cantons, L-8399 Windhof, pour l'exercice de son activité de «centre régional d'animation et de guidance» à l'adresse: 30A, rue H. Dunant, L-8024 Strassen.

L'agrément définitif est enregistré sous le numéro PA 99/05/026.

Par arrêté ministériel du 29 mai 2006, un agrément définitif est accordé à l'organisme gestionnaire «Elysis a.s.b.l.», ayant son siège à 22, rue Jos Leydenbach, L-1947 Luxembourg, pour l'exercice de l'activité de «maison de soins» à Luxembourg-Kirchberg.

Cet arrêté ministériel remplace l'arrêté ministériel du 8 juin 2005, accordant un agrément définitif à l'organisme gestionnaire «Fondation Elysis a.s.b.l.», ayant son siège à 22, rue Jos Leydenbach, L-1947 Luxembourg, pour l'exercice de l'activité de «maison de soins» à Luxembourg-Kirchberg.

L'agrément définitif est enregistré sous le numéro PA 02/10/002.

Par arrêté ministériel du 24 mai 2006, un agrément limité dans le temps est accordé pour une durée d'un an à l'organisme gestionnaire «Association Luxembourg Alzheimer», ayant son siège social à 45, rue Nicolas Hein, L-1050 Luxembourg, pour l'exercice de l'activité de «centre psycho-gériatrique» à l'adresse: 22, rue Clair-Chêne, L-4062 Esch-sur-Alzette.

Cet arrêté ministériel remplace l'arrêté ministériel du 19 juin 2001, accordant un agrément limité dans le temps à l'organisme gestionnaire «Association Luxembourg Alzheimer» pour l'exercice de l'activité de «centre psycho-gériatrique» à l'adresse: 22, rue Clair-Chêne, L-4062 Esch-sur-Alzette.

L'agrément limité dans le temps est enregistré sous le numéro PA 00/04/026.

Ministère de la Famille et de l'Intégration – Services pour personnes handicapées. – Agréments. – Par arrêté ministériel du 13 juillet 2006, un agrément limité dans le temps est accordé jusqu'au 31 décembre 2007 à l'organisme gestionnaire «Fondation Kraizbiert» ayant son siège à route de Zoufftgen, L-3598 Dudelange, pour l'exercice de l'activité de «service d'hébergement» nommé «Domaine Schoumansbongert» à l'adresse: 16, rue de Bettenbourg, L-5750 Frisange.

Cet arrêté ministériel remplace l'arrêté ministériel du 31 mai 2005, accordant un agrément à durée limitée à l'organisme gestionnaire «Fondation Kraizbiert» ayant son siège à route de Zoufftgen, L-3598 Dudelange, pour l'exercice de l'activité de «service d'hébergement» à Frisange.

L'agrément limité dans le temps est enregistré sous le numéro 38H-03110/10.

Par arrêté ministériel du 26 juin 2006, un agrément est accordé pour une durée limitée au 31 décembre 2006 à l'organisme gestionnaire «Yolande Coop» société coopérative ayant son siège à Luxembourg, pour l'exercice de l'activité «d'atelier protégé» sis à l'adresse: 2, rue de Wecker, L-6832 Betzdorf.

L'agrément limité dans le temps est enregistré sous le numéro LDT-AP 0606/5.

Par arrêté ministériel du 26 juin 2006, un agrément est accordé pour une durée limitée au 31 décembre 2006 à l'organisme gestionnaire «Yolande Coop» société coopérative ayant son siège à Luxembourg, pour l'exercice de l'activité «d'atelier protégé» sis à l'adresse: 2, Wueswee/Esplanade, L-5533 Remich.

L'agrément limité dans le temps est enregistré sous le numéro LDT-AP 0608/3.

Par arrêté ministériel du 17 juin 2006, un agrément limité au 31 décembre 2006 est accordé à l'organisme gestionnaire «Fondation du Tricentenaire a.s.b.l.» ayant son siège à 1, rue de la Gare, L-7228 Walferdange, pour l'exercice de l'activité de «service d'hébergement» à l'adresse: 9a, rue de la Montagne, L-7460 Prettingen.

L'agrément limité dans le temps est enregistré sous le numéro 0307/5.

Remembrement des Biens Ruraux.

Projet de remembrement «LANGSUR».

Avis de dépôt des documents de l'enquête sur le classement et l'estimation des terres.

(Publication prescrite par l'article 26 de la loi du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux.)

Les propriétaires, nu-propriétaires et usufruitiers de terrains, situés dans le périmètre provisoire du remembrement légal dont l'exécution a été décrétée par l'arrêté grand-ducal du 20 juillet 2005 sont informés que les documents de l'enquête sur le classement et l'estimation des terres, prévus à l'art. 26 de la loi du 25 mai 1964, sont déposés au secrétariat communal de la commune de MERTERT à Wasserbillig pendant 30 jours, à partir du 16 août 2006 au 14 septembre 2006 inclusivement.

Pendant ce délai, les intéressés sont admis à prendre sur place connaissance des documents déposés.

Le secrétariat communal à Wasserbillig est ouvert:

du lundi à vendredi de 8.00 - 12.00 heures et de 13.00 - 16.00 heures.

Pendant le délai susmentionné, les intéressés peuvent présenter leurs réclamations et observations sous l'une des formes suivantes:

- a) par inscription signée par le déclarant dans un registre déposé au secrétariat communal à Wasserbillig,
- b) par lettre recommandée au président de l'Office national du remembrement, boîte postale 664, L-2016 Luxembourg,
- c) par déclaration orale au président de l'Office national du remembrement ou à un de ses délégués qui siègent au secrétariat communal de la commune de MERTERT à Wasserbillig aux dates suivantes:
30.08.2006, 31.08.2006 et 1.09.2006 chaque fois de 9.00 à 12.00 heures et de 14.00 à 16.00 heures.

Luxembourg, le 28 juillet 2006.

Le Président de l'O.N.R.,
Charles Konnen

Service National de la Jeunesse. – Examens. – Examen d'admission définitive en date des 7 et 9 novembre 2006 dans la carrière de l'éducateur gradué.

**Taux des intérêts de retard sur des créances en retard résultant de transactions commerciales –
2nd semestre 2006.**

(Publication en application de l'article 5 (2) de la loi modifiée du 18 avril 2004 relative aux délais de paiement et aux intérêts de retard)

Le taux marginal résultant de la procédure d'appel d'offre à taux variable pour la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de financement principal la plus récente effectuée avant le 1^{er} jour de calendrier du 2nd semestre 2006 (opération du 28 juin 2006) s'est élevé à 2,83%.

En cas de retard de paiement, ce taux est à majorer de la marge (sauf dispositions contraires figurant dans le contrat) en application des dispositions de l'article 5 de la loi modifiée du 18 avril 2004 relative aux délais de paiement et aux intérêts de retard.
